

l'Irak, que le risque d'une guerre mondiale était grand. (Cette inquiétude s'est sans doute aggravée dans les mois suivants, lorsqu'on se demandait si un conflit direct avec l'Irak était possible. On trouvera à la page 16 une étude sur l'attitude adoptée par le public canadien envers les guerres auxquelles le Canada a participé, et notamment envers la guerre du Golfe.)

Même si la possibilité d'une guerre reste bien réelle pour beaucoup de gens, les causes probables d'un tel conflit ont radicalement changé au cours des dernières décennies. Aujourd'hui, la grande majorité du public canadien (69 p. 100) estime qu'une guerre mondiale serait provoquée par d'autres pays que l'URSS ou les États-Unis ; moins d'une personne sur quatre (23 p. 100) était de cet avis lors d'un sondage Gallup en 1961. Deux pour cent seulement des personnes interrogées croient maintenant qu'une guerre pourrait être la conséquence d'une initiative soviétique. Il y a trente ans, ce chiffre était de 41 p. 100. Par contraste, davantage de personnes pensent maintenant que les États-Unis en seraient la cause, bien que ce ne soit qu'une personne sur sept (13 p. 100) environ.

Lorsque, l'année dernière, au cours du mois ayant précédé l'ouverture du mur de Berlin, on demandait aux Canadiens si la Guerre froide était finie, peu d'entre eux étaient aussi optimistes (6 p. 100). Après une année fertile en événements dramatiques en Europe de l'Est, un nombre sensiblement plus élevé se déclarent optimistes (21 p. 100), mais la plupart restent prudents. Les deux tiers au moins (66 p. 100) déclarent que la Guerre froide est moins intense mais qu'elle n'est pas terminée.

Ces dernières années, les Canadiens ont constamment déclaré que la plus grande menace militaire contre la paix dans le monde était soit la prolifération des armes nucléaires dans les petits pays, soit un conflit régional, vraisemblablement au Moyen-Orient. Ainsi donc, de nombreux Canadiens n'auraient pas été surpris par le déclenchement de la guerre dans le golfe Persique ni par le fait que des armements nucléaires ou non conventionnels pourraient être employés dans de tels conflits.

L'idée que les Canadiens et Canadiennes se font des menaces contre la sécurité est en pleine évolution. Comme l'a révélé pour la première fois le sondage effectué l'année dernière par l'Institut, ils mentionnent à présent les problèmes environnementaux et économiques, aussi bien que les menaces plus classiques d'ordre militaire.

Quand on leur avait demandé de classer, en fonction de leur gravité, cinq grands problèmes internationaux ayant trait à l'environnement (réchauffement de la planète, déchets toxiques, pluies acides, dégradation de la couche d'ozone et pollution de l'eau), les répondants n'avaient pas indiqué clairement quelle était la principale priorité ; deux problèmes, cependant, avaient été mis en relief. Une personne sur trois (30 p. 100) avait désigné la dégradation de la couche d'ozone comme étant le problème le plus grave. En second lieu venait la pollution des lacs et des océans (24 p. 100), puis les déchets toxiques (16 p. 100), le réchauffement de la planète (15 p. 100) et les pluies acides (12 p. 100).

DE TOUTE ÉVIDENCE, LE PUBLIC CANADIEN A commencé à repenser à l'engagement pris par son pays envers l'OTAN. Pour la première fois depuis des dizaines d'années, le soutien accordé à l'OTAN a diminué d'une façon spectaculaire. Au cours de l'enquête effectuée par l'ICPSI en octobre 1989, plus d'un Canadien sur deux (52 p. 100) avait déclaré qu'il était très important que le Canada reste dans l'OTAN. À présent, un sur trois seulement (32 p. 100) partage cette opinion. Bref, l'importance accordée à l'Alliance s'est traduite par une chute de vingt points dans les sondages.

Bien qu'il soit possible d'expliquer ce recul par le déclin de la vieille menace soviétique, les efforts menés pour adapter les principes de la démocratie libérale et de l'économie de marché à l'État soviétique, l'effondrement des régimes communistes d'Europe de l'Est et la disparition attendue du Pacte de Varsovie, son

importance est d'autant plus remarquable qu'il s'est produit avant même que cette question ait fait l'objet de débats publics notables.

Le déclin du soutien accordé aux forces de l'OTAN semble correspondre au déclin général de l'importance concédée à l'Alliance. Une faible majorité de Canadiens (50 p. 100) reste favorable au maintien aux niveaux actuels des forces canadiennes stationnées en Europe. Mais le nombre de ceux qui voudraient réduire la taille de ces forces a pratiquement doublé depuis l'année dernière. Au cours de l'enquête de 1989, 10 p. 100 seulement des répondants étaient partisans d'une réduction (d'une ampleur non précisée). Cette proportion est maintenant de 21 p. 100. En 1989, 14 p. 100 étaient en faveur d'un retrait total ; ils sont maintenant 20 p. 100.

IL EST REMARQUABLE DE CONSTATER QUE LE CHANGEMENT INTERVENU APRÈS la Guerre froide, en ce qui concerne les affaires Est-Ouest et les « solutions » militaires, n'a pas suscité un intérêt accru pour la recherche de solutions aux problèmes Nord-Sud. Le souci d'accorder de l'aide aux pays en développement a beaucoup diminué ; alors que 39 p. 100 des personnes interrogées déclaraient que c'était une question très importante, lors d'un sondage réalisé en 1984 par les Affaires extérieures, il n'y en a plus que 22 p. 100 maintenant à être de cet avis. Le même déclin s'est produit au sujet de la contribution à apporter pour réduire la faim et la pauvreté dans le monde ; le nombre de ceux qui plaçaient cette question parmi les grandes priorités du moment est passé de 62 p. 100 (lors d'un sondage Decima de 1985) à 41 p. 100 aujourd'hui.

Par contraste avec l'importance moins grande accordée à l'aide extérieure, les Canadiens continuent d'attribuer à peu près la même priorité qu'en 1984 à des engagements tels que la participation à l'ONU et aux opérations de maintien de la paix, ce qui est peut-être une façon d'exprimer leur inquiétude à propos de la guerre du Golfe. Par contraste également, près de neuf répondants sur dix (87 p. 100) réservent une place très importante à la protection des océans du Canada et des ressources situées au large de ses côtes.

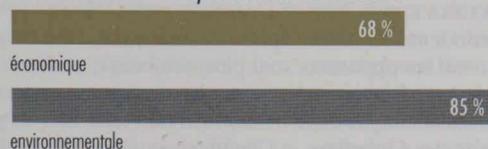
L'opinion des Canadiens n'est pas une marque d'immobilisme. Ce n'est pas non plus une opinion incohérente ni confuse. Il est évident que les événements incroyables qui se sont produits à la fin des années 1980 à l'échelle internationale ont déjà eu une incidence considérable sur l'opinion du public canadien.

LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

Très grande confiance ou confiance considérable en l'aptitude des États-Unis à s'occuper prudemment des problèmes mondiaux :

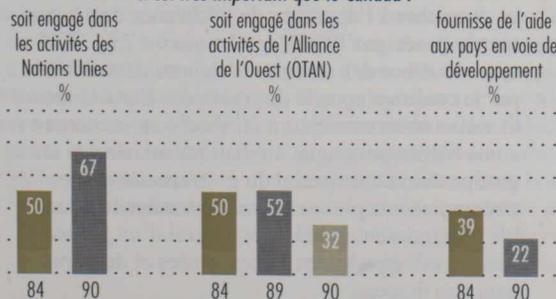


Au cours des dix prochaines années, les États-Unis représenteront une menace :



LE CANADA ET LE MONDE

Il est très important que le Canada :



LES CANADIENS ET CANADIENNES, SEMBLE-T-IL, considèrent que, dans le monde actuel, les superpuissances ne jouent pas un rôle aussi prépondérant qu'autrefois et qu'elles coopèrent davantage entre elles ; les pays dont l'économie est en expansion, comme le Japon, prennent une plus grande importance (et constituent une menace sur le plan économique) ; les forces militaires ne jouent plus un aussi grand rôle ; l'avenir de l'OTAN est incertain ; la Guerre froide, si elle n'est pas terminée, est, en tout cas, moins intense ; les principaux conflits ont lieu entre le Nord et le Sud plutôt qu'entre l'Est et l'Ouest ; l'instabilité et le militarisme qui règnent dans le tiers-monde apparaissent comme de graves problèmes internationaux et non pas simplement régionaux, et il en va de même de questions écologiques d'intérêt mondial telles que la dégradation de la couche d'ozone, par exemple. Bref, la population canadienne se voit au seuil d'un monde plus complexe, multipolaire et interdépendant.

Les politiques souhaitées par les Canadiens pour faire face à cet ordre nouveau obéissent-elles à un plan d'ensemble ? Au risque de paraître simplistes et de nous adonner à des suppositions, disons que la tendance semble être au retrait plutôt qu'à une participation accrue. Les Canadiens ont peut-être envie de se détourner non seulement des problèmes européens, qui ont été résolus, mais aussi de ceux du tiers-monde, qui semblent insolubles, de garder leurs ressources et de s'occuper de leurs propres problèmes. □